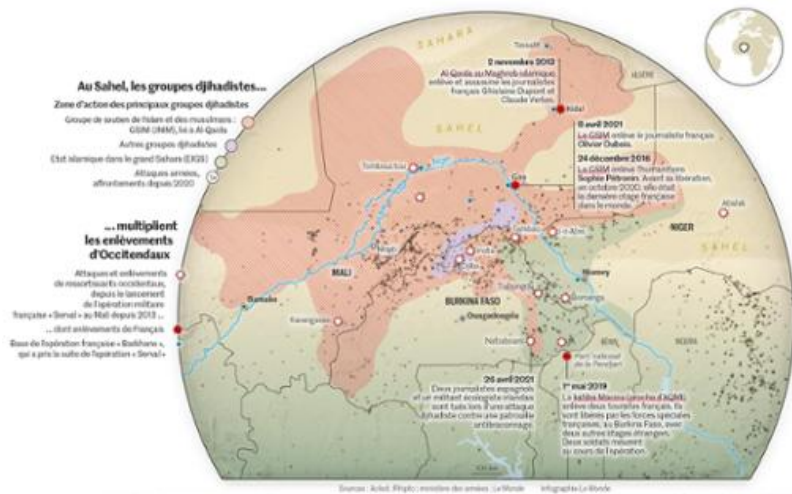


Le GSIM et la stratégie de la prise d'otages



Jean-Philippe Rémy et Madjid Zerrouky

Affilié à Al-Qaïda, le Groupe de soutien de l'islam et des musulmans détiendrait Olivier Dubois

JOHANNESBURG -correspondant régional,

Le mot, d'une source familière des médiations discrètes en cours dans la bande sahélienne, en dit long : « *A Paris, ils sont en train de pleurer.* » Au-delà de l'émotion suscitée par le sort du journaliste français Olivier Dubois, désormais aux mains de ravisseurs appartenant probablement au GSIM (Groupe de soutien de l'islam et des musulmans) affilié à Al-Qaïda, le désespoir prêté aux responsables du dossier Sahel au sein du gouvernement français est aussi de nature pratique. Depuis la libération de Sophie Pétronin, en même temps que deux Italiens et le responsable politique malien Soumaïla Cissé, en octobre 2020, il n'y avait plus d'otage français au Sahel. Les efforts récents des autorités françaises pour « *vider* » la zone de toute « *prise* » potentielle, selon la même source, semblaient porter leurs fruits.

Car les otages sont, depuis l'émergence du phénomène djihadiste dans la région, il y a près de vingt ans, l'un des carburants économiques et politiques des groupes armés qui relèvent de cette mouvance. Début 2003, alors que l'Algérie sort d'une décennie d'affrontements entre l'Etat et des groupes armés islamistes et que le sud du pays tente de se rouvrir au tourisme, trente-quatre ressortissants allemands, suisses, autrichiens et suédois se volatilisent dans le désert, à plus de 1 000 kilomètres d'Alger. Ils ne seront libérés qu'à l'été, dont une partie à Gao, au Mali, après avoir été retenus dans la région de Tessalit, après le versement d'une rançon par les autorités allemandes.

Ce rapt est le premier d'une longue liste, l'enlèvement d'otages occidentaux et les bénéfices escomptés accompagnant la montée en puissance des groupes djihadistes au Sahel. A l'époque, le Groupe salafiste pour la prédication et le combat algérien passe la frontière en direction des zones limitrophes du Niger et du Mali pour se procurer des armes. Bientôt, ses katibas vont investir le Sahara et la bande sahélienne. Mokhtar Belmokhtar sera l'un de ses premiers chefs, et un acteur majeur de cette activité qui peut rapporter des dizaines de millions d'euros. Son groupe prête allégeance à Al-Qaïda, donnant naissance à Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI).

Pays connus pour payer

Le basculement stratégique des djihadistes algériens vers le Sud résulte initialement de l'impasse dans leur propre pays. Mais le phénomène prend de l'importance. D'autres groupes émergent. Les prises d'otages, ressource de premier ordre, ne sont envisageables qu'en raison de connexions et de

protections, patiemment entretenues dans le nord du Mali et dans les pays limitrophes, jusque dans les présidences de la région. Certains pays – dont la France, ou l'Italie – sont connus pour payer, si besoin, en parachutant des sacs bourrés de millions d'euros, parfois dans une grande cacophonie d'intermédiaires.

Une industrie de niche se développe, avec ses spécialistes, Mokhtar Belmokhtar ou Abou Zeid. Des sous-groupes de ravisseurs se mettent au service du plus offrant. Tout se paye, tout indice vaut récompense. Abou Zeid négocie ses prises par groupes, qu'il appelle « *dossiers* ». Dans le nord du Mali, des unités se spécialisent dans la gestion des otages : ils sont centralisés, il faut les maintenir en vie, éviter qu'ils ne s'échappent, les soustraire à tout regard extérieur. Au gré de leurs déplacements continuels, les otages se rencontrent, s'entraident ou se prennent en haine.

Pour les gouvernements dont les ressortissants persèverent à parcourir la zone, c'est un casse-tête. Le tourisme a quasi disparu dans la région depuis 2012, mais il reste des exceptions : quelques humanitaires isolés, des missionnaires, des voyageurs refusant de prendre la mesure du danger, comme Nicola Chiacchio. Libéré en même temps que Sophie Pétronin, l'Italien était censé, lors de sa capture au Niger, en 2019, traverser la zone à vélo.

Depuis 2008, dix-huit Français ont été kidnappés, sept sont morts et Olivier Dubois se retrouve désormais en captivité. Sur les dizaines d'étrangers enlevés en vingt ans, cinq sont toujours retenus, en plus du journaliste français. Et souvent, c'est le Jamaat Nosrat al-Islam wal-Muslimin (JNIM), appelé en français GSIM, qui est à la manœuvre. Fondé en mars 2017, le groupe a pour chef Iyad Ag Ghali, ancien notable touareg qui a créé son propre mouvement, Ansar Eddine, en 2012. L'homme est un habitué de la prise d'otage. Dès les années 2010, il offrait ses bons offices pour les libérations d'Occidentaux enlevés par AQMI, avec qui il finira par s'allier.

En mars 2017, le voici donc à la tête d'une alliance regroupant les katibas d'AQMI, Al-Mourabitoune de Mokhtar Belmokhtar, et la katiba Macina d'Amadou Koufa (lui aussi d'Ansar Eddine), deuxième homme fort du djihad sahélien, implanté dans le centre du Mali, qui recrute d'abord parmi les populations peules, et va se révéler l'élément le plus actif de la coalition (il assurera jusqu'à 75 % de ses attaques pendant l'année 2020).

Méchoui géant

L'influence directe d'Al-Qaïda sur les opérations du GSIM est mal connue. La solidité de son organisation centrale, en tant que socle d'un front cohérent et unifié, est aussi sujette à interrogation. Iyad Ag Ghali est disposé à nouer le dialogue avec les autorités maliennes et peut-être opérer un retour dans le jeu politique national, une approche qui tranche avec les visées d'Amadou Koufa, indifférent aux frontières maliennes et préférant pousser l'action armée vers de nouveaux horizons. Avec ses mouvements satellites ou alliés, le GSIM a essaimé au Burkina Faso et cherche à s'implanter dans les pays côtiers, dans le golfe de Guinée mais aussi au Sénégal, depuis le Mali.

En 2020, le groupe a néanmoins connu des revers. En octobre, Abdelmalek Droukdel, l'émir d'AQMI, dernière grande figure algérienne de la formation, a été tué lors d'une opération française près de Tessalit. Le mois suivant, Bah Ag Moussa, chef militaire du GSIM, était abattu à son tour.

Mais, pragmatiques face à l'ennemi commun, la France, les chefs de la coalition travaillent à faire la démonstration de leur unité. Le commerce des otages, à cet égard, offre des occasions en or, comme l'organisation d'un méchoui géant en octobre dans la région de Tessalit pour célébrer la libération, deux jours plus tôt, de 200 djihadistes en échange de quatre otages, dont Sophie Pétronin. Parmi les dizaines d'hommes rassemblés autour d'Iyad Ag Ghali étaient présents des « Algériens » d'AQMI, des responsables de la katiba Macina ou de l'ancien Mujao (Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest). Selon une source bien informée de la région, chaque katiba du GSIM aurait touché 800 000 euros, payés par un pays du Golfe faisant l'intermédiaire tout en poussant ses propres intérêts dans la région.